

## DISCOURS

du Prof. Dr. med. Thomas D. Szucs, membre du comité directeur de l'ASA  
Événement **Conférence de presse 2021 de l'Association Suisse d'Assurances ASA**  
Date 4 mars 2021  
Lieu Zurich

### **Le Covid-19 et ses nouveaux défis**

*Seul le texte prononcé fait foi.*

Mesdames, Messieurs,

Lorsqu'il est question du Covid-19, nous parlons d'un événement qui pouvait être prédit avec certitude. Tous ceux qui devaient le savoir l'ont su. Pour autant, nous n'y étions dans l'ensemble pas bien préparés. Afin de comprendre pourquoi, au regard des connaissances actuelles, la vaccination constitue bien la meilleure mesure contre le Covid-19, nous devons commencer par saisir ce que cette maladie a de spécial.

Le SRAS-CoV-2 est un virus qui entraîne une forte multiplication virale à un stade très précoce, ce qui est plutôt inhabituel pour les virus des voies respiratoires. Les mesures de prévention sont donc très différentes de ce à quoi nous sommes habitués avec la grippe, par exemple. Le Covid-19 est un virus des voies respiratoires qui attaque également les nerfs. Ce phénomène avait jusqu'ici rarement été observé en médecine. Il se réplique dans la gorge et interfère également avec la coagulation de manière très différente des autres maladies infectieuses. L'inflammation entraîne souvent une forte constriction des vaisseaux sanguins provoquée par des thromboses et une réduction tout aussi importante de la perméabilité des alvéoles pulmonaires. En outre, une sorte d'hydrogel s'y développe, ce qui interrompt complètement les échanges gazeux.

Depuis l'apparition des nouvelles mutations, la maladie évolue de manière beaucoup plus imprévisible, toutes tranches d'âge confondues. Par ailleurs, les cas graves se multiplient de plus en plus chez un nombre croissant de jeunes. Par conséquent, la prévention est la priorité absolue concernant le Covid-19.

Ce virus nous a appris à avoir un plus grand souci de l'hygiène dans notre vie quotidienne, ceci de manière bien plus consciente. En outre, un certain degré de distanciation sociale continuera de s'imposer au quotidien, jusqu'à ce que les choses se tassent. Il y a de bonnes chances pour que, d'ici quelques temps, nous n'ayons plus besoin d'appliquer les mesures de protection que nous sommes tenus d'observer depuis près d'un an maintenant.

La population souffre de l'insécurité persistante - surtout les jeunes. Et dans certains secteurs économiques, le sentiment d'impuissance et de déception évolue de plus en plus en frustration, incompréhension et colère. Un feu commence à couvrir dans la société, il s'agit absolument de l'étouffer au plus vite possible. Très lentement, et sous la pression de l'économie, les politiques commencent à donner aux gens l'impression qu'ils peuvent leur offrir une perspective sur la manière de sortir de cette courbe sinusoïdale que nous suivons depuis un an maintenant. C'est comme en parachute : si vous ratez le moment où vous devez tirer sur la corde qui dégage le parachute, l'impact sera d'autant plus dur que vous aurez tardé à réagir.

\*\*\*

Le vaccin contre le Covid-19 semble donc être le moyen le plus important dans la lutte contre cette pandémie. La stratégie de vaccination choisie par la Confédération dépend des caractéristiques et de la disponibilité de chaque vaccin. Et probablement aussi de la disposition de la population suisse à se faire vacciner. Selon le dernier moniteur de la RTS sur le coronavirus, la proportion de la population qui ne souhaite a priori pas être vaccinée n'a que légèrement diminué, passant de 28 à 24 pour cent.

L'avant-dernier sondage du moniteur a eu lieu avant la publication des résultats des tests prometteurs des vaccins à ARN messager de Biontech/Pfizer et de Moderna. À l'époque, seulement 16 pour cent des personnes interrogées déclaraient vouloir se faire vacciner dès qu'un vaccin serait approuvé en Suisse. Lors du dernier sondage réalisé mi-janvier, cette valeur a bondi pour s'établir à 41 pour cent. Les résultats positifs des tests et le lancement de la vaccination ont vraisemblablement contribué à une sorte d'euphorie pro-vaccin dans une partie de la population. Évidemment, ce phénomène s'explique aussi sûrement par l'espoir que la vaccination va nous permettre à tous de retrouver plus rapidement une vie normale. En particulier, la proportion de personnes qui, par crainte d'éventuels effets secondaires, voulaient dans un premier temps attendre un peu a enregistré un net recul et est passée de 29 à 14 pour cent, soit moitié moins de récalcitrants qu'au départ.

D'un point de vue éthique, la question d'actualité est celle du diktat de la majorité dans une société libre et démocratique : est-il légitime d'exclure partiellement un quart à un tiers environ de la population et de privilégier les personnes vaccinées en leur accordant une plus grande liberté dans l'espace public ? La question demeure pertinente même si les recherches scientifiques devaient confirmer que les personnes vaccinées ne contribuent pas à une propagation efficace du virus et ne présentent donc pas de risque de contagion.

\*\*\*

La Confédération prévoit que la vaccination soit prise en charge par l'assurance obligatoire des soins. Les coûts qui ne sont pas couverts par l'assurance-maladie doivent être assumés conjointement par la Confédération et les cantons. L'OFSP estime actuellement à quelque 200 à 250 millions les dépenses supplémentaires à la charge des assureurs-maladie, un montant au moins équivalent restant dû par la Confédération. Il s'agit-là d'un coût raisonnable s'il permet de résoudre le plus rapidement possible les difficultés auxquelles nous sommes actuellement confrontés.

Pour autant, le présent ne doit pas masquer l'avenir. Le Covid-19 et un grand nombre d'autres maladies infectieuses relèvent de zoonoses. Près de trois quarts des nouvelles maladies infectieuses se déclarent au départ chez les animaux. Celles-ci ne se transmettent pas uniquement de l'animal à l'être humain, mais aussi d'une espèce animale à une autre. Pour simplifier, depuis 1970, nous identifions dans le monde une nouvelle maladie infectieuse presque tous les huit mois.

Il est d'autant plus important que de telles explosions virales soient mieux dépistées et surveillées - avant qu'elles ne dégénèrent en un embrasement généralisé.

Car l'éventail des conséquences pour l'économie, en particulier l'agriculture, et par ricochet, pour l'approvisionnement et la sécurité alimentaires, est incroyablement large. Et lorsque l'État n'assume aucune responsabilité, comme le Tribunal fédéral nous l'a confirmé il y a quelques années dans le cas de l'ESB, se pose alors la question de l'éventualité d'une couverture d'assurance. La légitimation du secteur de l'assurance s'explique essentiellement par l'attente de la société qui souhaite se protéger contre les plus grands risques possibles à un coût modéré. Une remise en cause, ne serait-ce que partielle, de cette légitimation est fort probable dans le futur. Il reviendra alors à la branche d'apporter de nouvelles réponses en proposant des solutions et de produits innovants.

Merci de votre attention.